

Nouvelles locales du mardi 03 mars 2015

@rib News, 03/03/2015 ĩ Politique - Le Sénat burundais a adopté ce mardi le projet de loi sur la création de la province administrative de Rumonge. Le ministre de l'Intérieur, qui avait représenté le gouvernement dans cette séance a précisé que ce découpage administratif va permettre une bonne gestion des provinces concernées. Edouard Nduwimana a aussi précisé que le budget qui va être utilisé a été prévu dans l'exercice 2015 du budget général. Malgré les inquiétudes des Sénateurs quant à l'opportunité de cette loi qui vient en pleine campagne électorale, la chambre haute du Parlement a adopté ce projet de loi. Rappelons que cette nouvelle province de Rumonge sera composée des communes de Rumonge, Burambi et Buyengero de la province actuelle de Bururi ainsi que de Muhuta et Bugarama de la province actuelle de Bujumbura Rural. [rpa/bonesha/rtnb/rtr/isanganiro]

- La police burundaise a dispersé ce mardi matin une conférence de presse de la coalition RANAC Dushayure Uburundi. Alors que les dirigeants de cette coalition étaient en train d'exposer sur les causes d'une insécurité dans le pays pour les élections, le conseiller à la mairie de Bujumbura chargé des questions de la sécurité, accompagné du commissaire de la police dans la région sud de la capitale et d'une dizaine de policiers ont fait irruption dans le local où se tenait cette conférence et ont exigé sa suspension. Lors des tractations qui s'en sont suivies, la police avançait que les organisateurs n'avaient pas la permission de tenir cette conférence de presse alors que ces derniers réclamaient de savoir la loi qu'ils ont violé. Pourtant, ils ont obtenu et ont demandé à leur membres de vider les lieux. Rwasya Agathon trouve cette attitude étonnante et voit que le parti au pouvoir ne veut pas que les autres partis politiques se préparent aux élections et estime que la loi devrait être respectée pour tous. De son côté, le député Charles Nditijimana estime que cela ne peut pas se faire dans un Etat de droit puisqu'ils n'ont violé aucune loi. [rpa/bonesha/rtnb/isanganiro]

- Le Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) s'insurge contre le fait que le gouvernement du Burundi ait transformé une marche pacifique en une séance de dénigrement à l'endroit de certaines personnalités de ce pays. Selon le secrétaire général de cette association de la société civile burundaise, il est d plorabile que lors d'une manifestation dite de soutien à la paix organisée par le pouvoir, des discours de haine soient prononcées. Maître Janvier Bigirimana trouve que la société civile n'est pour rien pour tous les maux qu'on lui a collés lors de ces manifestations et trouve qu'il s'agit d'un comportement à bannir. Il demande que cela cesse du moment que le ministre de l'Intérieur, un juriste de formation, n'est jamais parvenu à démontrer les fautes que la société civile a commises, mais que cela sera difficile du moment que le ministre lui même a d j  cautionn  de telles déclarations. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

ĩ Justice - Après l'évasion spectaculaire d'Hussein Radjabu et ses co-accusés en compagnie de certains policiers qui gardaient la prison de Mpimba, le ministre de la Justice a tenu à mettre les choses au clair. Lors d'une conférence de presse animée ce mardi, le porte-parole adjoint de ce ministère a fait savoir que Hussein Radjabu est parti avec trois autres co-accusés à savoir Ndikumana Romy qui était chargé de sa sécurité, Cyriaque Irankunda qui était chargé de la préparation de sa nourriture ainsi que Ribakare Baudouin alias Ndindi. Elianson Bigirimana a aussi ajouté qu'il est parti avec trois policiers qui assuraient, au moment de l'évasion, la garde de cette prison. Il a aussi ajouté qu'ils n'ont pas été kidnapp s comme le pense une certaine opinion assurant qu'il s'agit d'une évasion pure et simple. Pour démontrer cela, il a précisé que la police a d j commencé les enquêtes pour retrouver et savoir les circonstances de cette évasion ainsi que les complices. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

- L'APRODH estime que l'évasion ce dimanche de Hussein Radjabu de la prison centrale de Mpimba est difficile à expliquer. Le président de cette organisation de la société civile burundaise estime que le plan de cette évasion doit avoir été préparé minutieusement par des personnalités importantes. Pierre Claver Mbonimpa doute par ailleurs de la véracité des déclarations du porte-parole adjoint du ministère de la justice qui parle d'une évasion purement et simplement au lieu d'un kidnapping. Il rappelle qu'il y a, dans les jours passés, des personnes qui ont été retirés des prisons soi-disant pour les faire évader mais en réalité pour les tuer afin de faire disparaître les preuves des infractions commises. Il demande ainsi d'être prudents et d'attendre des signes de cette évasion, mais ajoute qu'en attendant, l'hypothèse de kidnapping est privi gi e. [rpa/bonesha/rtr]

ĩ Société - Les membres des associations professionnelles des médias et de la société civile burundaise ont fait une marche pacifique dans la ville de Bujumbura en commémorant le mardi vert comme ils l'ont décidé dern rement. Cette fois-ci, les membres de ces associations avaient un message spécial à adresser à différentes autorités. En effet, ils étaient porteurs d'une correspondance adressée au ministre de la Justice pour demander la mise en place d'une commission de magistrats pour enquêter sur la mort des trois religieuses de la paroisse Kamenge. Le vice-président de l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) fait savoir qu'ils sont convaincus que des juges nationaux accompagnés d'experts internationaux sont capables de faire la lumière sur ce triple assassinat même si cela n'est pas facile. Selon Patrick Nduwimana, la justice burundaise semble ne pas vouloir découvrir la vérité, la seule qui aboutira à l'acquittement de Bob Rugurika. Ajoutons que cette correspondance a été déposée en copies pour information à la Nonciature Apostolique de Bujumbura ainsi qu'au si ge de la conférence épiscopale du Burundi et cela par le cort ge des manifestants. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

ĩ Sécurité - L'APRODH fait savoir qu'il y aurait un plan d'élimination physique de la RPA et de certains responsables des organisations de la société civile. Selon le président de cette organisation de la société civile burundaise, les principaux instigateurs de cette sale besogne sont les personnes citées dans l'assassinat des trois secouristes italiennes à la paroisse Kamenge en septembre dernier. Pierre Claver Mbonimpa ajoute que leur objectif visait à faire disparaître les preuves de leur forfait pour rester impunis. Il demande à la justice et à la police de suivre de près cette question pour ne pas les laisser mettre à exécution ce plan macabre. Selon lui, si de tels crimes se commettent, le pays tout entier va en subir les conséquences. Il demande ainsi au gouvernement d'y mettre fin et de prévenir en temps utile puisqu'un journaliste ou un défenseur des droits de l'homme qui disparaît est une perte énorme pour son pays. [rpa]